

La voix de l'Opposition de gauche

Conférence sur le climat à Doha. Le pendant des politiques d'austérité imposées par les capitalistes à tous les peuples en Europe.
La charia climatique, Delphine Batho aime.

09.12.12

Abrégeant dans un coup d'éclat des négociations qui s'éternisaient à Doha, la présidence qatarie de la conférence de l'ONU sur la lutte contre le changement climatique a fait adopter samedi un accord dont la pièce maîtresse est la naissance de l'acte II du protocole de Kyoto.

La méthode peu orthodoxe du vice-Premier ministre qatari Abdallah al-Attiya, qui présidait les débats en réunion plénière, a suscité la colère de la délégation russe qui a dénoncé un passage en force.

Alors que les négociations traînaient en longueur et avaient déjà plus d'un jour de retard sur le calendrier prévu, M. Attiya est monté à la tribune et a adopté, en rafales et prenant de surprise les délégations, la série de textes en discussion depuis le 26 novembre par plus de 190 pays.

"C'est la première fois que je vois un tel précédent", a dénoncé le délégué russe. "Les décisions adoptées reflètent la volonté des parties dans leur ensemble", a répondu M. Attiya.

Pour la ministre française de l'Environnement Delphine Batho, "il fallait éviter qu'un seul pays bloque le résultat si difficile à obtenir au bout de ces 15 jours".

L'accord obtenu est "une avancée modeste mais essentielle", a déclaré la commissaire européenne chargée du climat, Connie Hedegaard.

Le point le plus important de cet accord est le lancement de la seconde période d'engagement du protocole de Kyoto, qui engage l'Union européenne, l'Australie et une dizaine d'autres pays industrialisés à réduire leurs émissions de GES entre janvier 2013 et décembre 2020.

Sa portée sera essentiellement symbolique car les pays engagés ne représentent que 15% des émissions de GES dans le monde, après le désistement du Japon, de la Russie et du Canada. Les Etats-Unis, deuxième pollueur au monde, n'a jamais ratifié Kyoto.

Les pourparlers ont été bloqués de longues heures samedi par la question de "l'air chaud", le surplus de quotas d'émissions de GES hérités de Kyoto 1, soit 13 milliards de tonnes équivalent CO2, détenus principalement par la Russie, l'Ukraine et la Pologne.

De nombreux pays, notamment en développement, s'inquiètent de l'utilisation de ces crédits, mettant en avant qu'ils ne permettent de réduire les GES que sur le papier.

Le texte présenté par le Qatar n'annule pas cet "air chaud" mais l'Australie, l'UE, le Japon, le Liechtenstein, Monaco, la Norvège et la Suisse se sont solennellement engagés à ne pas en acheter pour respecter leurs engagements au sein de Kyoto 2.

Malgré le ralentissement économique mondial, la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère a par ailleurs atteint un niveau record en 2011, d'après l'Organisation météorologique mondiale.

Même si tous les pays respectaient leurs engagements actuels, la température mondiale augmenterait de plus de 3° Celsius d'ici 2100. Or, pour le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec), un réchauffement de plus de 2°C entraînera une hausse du niveau des mers et des phénomènes extrêmes plus fréquents, tels qu'inondations, sécheresses ou tempêtes.

De tels bouleversements perturberont les pratiques agricoles et l'accès à l'eau potable alors que la population mondiale est en pleine expansion.

Pour le Giec, la probabilité que le changement climatique soit d'origine humaine est de plus de 90%. Reuters et AFP 08.12

A défaut de probabilité, nous avons une certitude : c'est bien la survie du capitalisme qui est la cause de la pollution sans précédent de la planète et de la destruction massive de l'environnement avec les répercussions sur la santé de la population mondiale.

Une nouvelle fois cet accord ne s'appliquera (principalement) qu'aux pays de l'Union européenne.

Il servira à justifier les milliards d'euros que l'UE et les gouvernements octroieront généreusement aux multinationales pour diminuer leur rejet de CO2 dans l'air... Dit autrement, pour se moderniser à moindre frais puisque finalement ce seront les contribuables européens, les travailleurs, qui paieront la note à leur place. C'est une manière déguisée de ponctionner une partie supplémentaire de la plus-value distribuée aux travailleurs en échange de la vente de leur force de travail.

Le gouvernement français est satisfait, c'est l'essentiel.

Le Parisien. Que retenez-vous de ce sommet de l'ONU ?

Delphine Batho. «Je préfère que l'on se quitte sur un accord que sur rien du tout. Mais je reconnais que cet accord n'est pas à la hauteur de l'urgence climatique. C'est une étape modeste qui peut même paraître dérisoire alors que tous les scénarios les plus pessimistes des climatologues sont aujourd'hui dépassés par les faits.

(Les faits, parlons-en. J'ai lu il y a quelque temps dans différents articles qu'en réalité la température avait été plus élevée à différentes époques dans le passé, au XVIIIe ou XIXe siècle je ne sais plus, sans remonter à des milliers d'années en arrière où ce fait est avéré et incontestable, sans doute dû à des éruptions solaires importantes ou d'autres phénomènes cosmiques comme des variations du champ magnétique de la terre ou de son environnement, contrairement à la collision (avec) ou la chute de gigantesques météorites sur notre planète qui avait entraîné son brutal refroidissement.

L'urgence, c'est d'en finir avec le capitalisme. C'est d'en finir avec toutes ces loques qui estiment qu'un misérable accord vaut toujours mieux que rien du tout, au lieu de le rejeter tout simplement, mieux, de refuser de participer à ce genre de conférence présidé par l'un des Etats les plus pollués de la planète. - Ndlr)

Que restera-t-il de Doha ?

La signature de l'acte 2 du protocole de Kyoto qui est actuellement le seul instrument contraignant permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il n'engage malheureusement que l'Union européenne, l'Australie et une dizaine d'autres pays industrialisés, soit seulement 15% des émetteurs de gaz à effet de serre dans le monde. leparisien.fr 08.12

(Pour faire avaler la pilule aux ignorants, ils se servent des pays sous-développés ou en voie de développement pour culpabiliser la population des pays les plus développés qui porterait la "*responsabilité historique*" du "*dérèglement climatique*", il faut bien trouver un coupable.

A l'opposé, nous estimons que jusqu'à nos jours l'homme a été incapable de concevoir son développement (économique ou social) de manière consciente avec toutes les conséquences que cela implique sur ses conditions d'existence et la nature, et que la responsabilité en incombe uniquement à la classe dominante qui avait le pouvoir de les éviter. Madame Batho en tant que représentante du capitalisme, vous êtes directement concernée. - Ndlr)

Mais les pays du Sud sont très attachés à ce protocole, seul instrument légal sur le climat, au nom de la "*responsabilité historique*" du Nord dans le dérèglement climatique. AFP 08.12